



**Programme de Consolidation de la paix et Renforcement de la Démocratie
2013-2017**

Plan de travail pour l'année 2015 du programme pluriannuel d'appui à la Justice (PPAJ)

Pays : République Démocratique du Congo

Effets/Indicateurs l'UNDAF/CPAP :

L'autorité de l'État est progressivement restaurée et des réponses structurelles sont formulées et appliquées au niveau communautaire dans les domaines de la gestion et prévention des conflits, la lutte contre les violences basées sur le genre et le VIH/SIDA dans les provinces cible.

Partenaires de mise en œuvre :

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Monusco, UNODC, Ministère de l'Intérieur et Sécurité, Ministère de la Justice, Grades des Sceaux et Droits humains, Conseil supérieur de la Magistrature.

Autres partenaires :

Police Nationale Congolaise; ONG locales, Institutions judiciaires civiles et militaires, prisons, administration pénitentiaire, Gouvernorat des provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri.

Résumé sommaire

Sur la base des résolutions 2098 (2013) et 2147 (2014) du Conseil de Sécurité le Gouvernement de la RDC en collaboration avec les Nations Unies (MONUSCO-PNUD-ONUDC), a lancé le Programme Pluriannuel d'Appui à la Justice qui a pour vocation de contribuer à l'effectivité de la réforme sectorielle de la Justice à travers un appui structurel et opérationnel. Le PPAJ traduit dans les faits l'initiative Global Focal Point du SG des Nations Unies, un cadre de concertation et de synergie des interventions des Nations Unies dans le domaine d'Etat de droit. Le PPAJ est placé sous la tutelle du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, qui assure la coordination au niveau gouvernemental, à travers notamment la tenue d'un comité de pilotage annuel.

La stratégie du PPAJ est non seulement d'harmoniser les interventions au sein du SNU mais aussi d'accompagner le système judiciaire national dans son rôle de planification et de coordination de tous les intervenants dans le domaine d'Etat de droit.

Les résultats attendus du programme sont les suivants :

- Les capacités du MJDH dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques sectorielles sont renforcées afin de garantir le succès des réformes engagées dans le domaine de la justice et des droits humains;
- L'administration pénitentiaire est mieux organisée et le fonctionnement des prisons dans les zones ciblées est efficace et conforme aux normes internationales;
- L'efficacité de la police judiciaire dans l'exercice de ses fonctions est renforcée suite à la mise en œuvre de la réorganisation de la police judiciaire prévue dans le Plan d'Action Quinquennal budgétisé (PAQ 2012-2016) de réforme de la police.
- Les capacités des institutions judiciaires congolaises sont renforcées pour une gestion améliorée et efficace de la chaîne pénale et une assistance judiciaire réussie dans les zones ciblées;
- L'indépendance de la justice en RDC est renforcée par l'appui au CSM, l'installation de la Cour de cassation et le fonctionnement de la Haute Cour Militaire.

Après la signature du programme en décembre 2014, l'année 2015 correspond au recrutement du staff et au lancement des activités au niveau central et au niveau des provinces d'intervention.

Période couverte par le Programme: 2014 - 2017

Domaine d'intervention: Gouvernance démocratique

Composante du Programme: Réformes de la justice et de la sécurité

Durée : 12 mois (janvier à décembre 2015)

Management : DIM

Budget estimatif sur une base de 12 mois : 1.572.855,76USD

Ressources allouées :

- BCPR : 430.251,36 USD
- IRF : 428.000 USD
- PNUD : 714.604,40SD

Approuvé par :

Signature :

Nom: Alexis Thambwe-Mwamba

Titre: Ministre de la Justice, Garde des sceaux et Droits humains

Date : ___/___/2015

26 MARS 2015

Signature :

Nom : Alfredo TEIXEIRA

Titre: Directeur Pays Adjoint au Programme

Date : 19 / 3 / 2015



Total produit 2

TOTAL APPUI A LA	50 000,00	35 000,00	0,00	85 000,00
COORDINATION	162 000,00	145 000,00	0,00	307 000,00

PProduit 2.2.1. Le système de formation des personnels de service pénitentiaire est évalué Indicateurs : Nombre de modules produits; Nombre de responsable renforcés	Développer les activités de réinsertion au sein des établissements pénitentiaires sur la base du CIAT dont les AGR		X	X		PNUD/INCHUSCO/ BCPN ONUSC/MIDH- Direction pénitentiaire		appui aux microprojets de réinsertion	100 000,00		0,00	100 000,00
Total produit 2									100 000,00	0,00	0,00	100 000,00

